



ARRETE MUNICIPAL
PORTANT NUMEROTAGE
ROUTE DE LILLE

N°2026_185

Monsieur François-Xavier CADART, Maire de la ville de SECLIN,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 2213-28,

Considérant que le numérotage constitue une mesure de police générale que seul le Maire peut prescrire,

Considérant que le numéro de voirie est indispensable pour recevoir correctement le courrier et être facilement localisable dans la vie quotidienne (service à la personne, visites diverses, accès des services publics et d'urgence...),

Considérant qu'il convient d'attribuer un numéro pour chaque construction issue des PC 059560 23 S0005 et son modificatif et PC 059560 17 S0028 et son modificatif,

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit la numérotation suivante, conformément à la logique de numérotation continue, sur la route de Lille :

- Numéro 2 A pour la parcelle AH 228, propriété de Monsieur DEMETER CLAUDE (cf. plan)
- Numéro 2 B pour la parcelle AH 228, propriété de Monsieur DEMETER CLAUDE (cf. plan)
- Numéro 2 C pour la parcelle AH 227, propriété de Monsieur EL OTMANI SOHAL (cf. plan)

Article 2 :

Les frais d'entretien et de réfection du numérotage sont à la charge des propriétaires.

Article 3 :

Les propriétaires doivent veiller à ce que les numéros inscrits sur leurs bâtiments soient constamment nets et lisibles et conservent leurs dimensions et formes premières. Nul ne peut, à quelque titre que ce soit, faire obstacle à leur apposition, ni dégrader, recouvrir ou dissimuler tout ou partie de ceux apposés.

Article 4 :

Aucun numérotage n'est admis que celui prévu au présent arrêté. Aucun changement ne peut être opéré que sur autorisation et sous le contrôle de l'autorité municipale.

Article 5 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté par :

- Publication au recueil des actes administratifs et affichage en mairie de SECLIN,
- Notification aux intéressés,
- Ampliation du présent arrêté à l'ensemble des services publics intéressés : La Poste, le cadastre, Enedis, le SDIS, l'INSEE, l'IGN, le Commissariat de Police Nationale de SECLIN, ILEO, et la Métropole Européenne de Lille.

Article 6 :

Monsieur le Maire de Seclin est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

L'arrêté sera publié sur le site internet de la commune en application de l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales.

Il peut faire l'objet d'un recours administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois à compter de sa publication, ou à compter de la réponse si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à SECLIN, le 10 juin 2026

François-Xavier CADART

Maire de SECLIN

Conseiller métropolitain délégué aux Sports
Vice-président du Conseil départemental aux
Sports et à la vie associative